

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



وكالة الدوض الماني لتانسيفت
Agence du Bassin Hydraulique du Tensift

**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE
DU TENSIFT**

Appel d'offres n°01/2023ABHT

**NETTOYAGE DES LOCAUX ADMINISTRATIFS DU SIEGE ET PARC DE L'AGENCE DU
BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT**

"Marché reconductible"

« Règlement de consultation »

Mars 2023

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet la réalisation des prestations de :

Nettoyage des locaux administratifs du siège et parc de l'Agence du Bassin Hydraulique du Tensift

Il a été établi en vertu des dispositions du décret n° 2.12.349 du 8 joumada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précitées. Toute disposition contraire au décret n°2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires, conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

Article 2 : Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Agence du Bassin Hydraulique du Tensift.

Article 3 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2-12-349 précité ;



- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

Article 4 : Consistance des offres des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1- Un dossier administratif comprenant :

- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :
 - a- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n°2-12-349 précité ;
 - b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
 - c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349 précité.
- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité :
 - a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - § Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - § Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - § L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.



La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2- Un dossier technique comprenant :

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations similaires que le concurrent a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b- Au moins une (1) attestation de taille similaire délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés dédites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

3- offre financière comprenant :

- a- L'acte d'engagement cité au § 1-a de l'article 27 du décret n°2-12-349, par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers de charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle du présent dossier. Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité. Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n°2-12-349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.
- b- Le sous-détail des prix et bordereau des prix - détail estimatif cité au § 1-b de l'article 27 du décret n°2-12-349 : Pièce du présent dossier d'appel d'offres complétée quant aux prix forfaitaires, prix unitaires et aux produits de ces prix par les quantités correspondantes, paraphé à chaque page et signé en dernière page.



Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellé en chiffres. Toutefois, le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Article 5 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales, y compris le bordereau des prix formant détail estimatif ;
- c- Les plans et les documents techniques, le cas échéant ;
- d- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- e- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- f- Le présent règlement de la consultation.

Article 6 : Modification dans le dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n°2-12-349 précité, des modifications peuvent exceptionnellement être introduites dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n°2-12-349 précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 3 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n°2-12-349 précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date de la séance d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans les cas suivants :

- lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;



- lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

Article 7 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

Article 8 : Retrait et coût du dossier d'appel d'offres

Selon les dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349, le dossier de l'appel d'offre est remis gratuitement aux concurrents dans les bureaux de l'Agence du Bassin Hydraulique du Tensift à Marrakech, dès la première parution de l'avis dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du décret n°2-12-349 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est aussi téléchargeable à partir du portail des marchés publics.

Article 09 : Information des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-12-349 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le Maître d'Ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Article 10 : Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot en cas de marché alloti ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes :

- a- La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossiers administratif et technique » ;
- b- La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du concurrent. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».



Article 11 : Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au nom et à l'adresse du destinataire :

*MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DU BASSIN
HYDRAULIQUE DU TENSIFT
B.P: 2388
Marrakech*

- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer leurs plis par voie électronique dans le portail des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n°2-12-349 précité.

Article 12 : Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 12 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n°2-12-349, présenter de nouveaux plis.

Article 13 : Délai de validité des offres

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.



Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai qui sera fixé par le M.O.

Article 14 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie, selon les critères arrêtés dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations, objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Article 15 : Préférence nationale


La préférence nationale de 15% sera accordée aux entreprises nationales et sera appliquée en cas de groupement tel qu'indiquer dans l'article 155 du Décret n° 2-12-349. Dans ce cas l'obligation est faite pour les concurrents en groupement de présenter dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 5 ci-dessus, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

Article 16 : Evaluation et comparaison des offres

Les offres seront examinées et évaluées conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du décret n° 2-12-349.

N.B : Toute offre qui ne permettrait pas de couvrir le Salaire réglementaire (salaire minimum légal, congé payé, jours fériés et les accidents de travail (AT) et la responsabilité civile (RC), la marge bénéficiaire ainsi que les charges afférentes à la prestation, sera écartée.

Parmi les concurrents retenus, celui qui aura présenté l'offre financière la moins disante sera attributaire du marché.

Le Concurrent	Le Maître d'Ouvrage
Lu et Accepté	<p>Le Directeur de l'Agence de Bassin Hydraulique du Tensift Signé : CHITOU Mohamed</p> 

ANNEXE (1) MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à L'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°01/2023/ABHT

**Objet : NETTOYAGE DES LOCAUX ADMINISTRATIFS DU SIEGE ET PARC DE L'AGENCE DU
BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT**

Passé en application des prescriptions de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 du 8 JOUMADA I 1434(20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1) soussigné (Prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu
affilié à la C.N.S.S sous le n°(2) inscrit au registre du commerce de
(Localité) sous le n° (2) n° de patente (2)

b) Pour les personnes morales

Je (1) soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société).
au capital de :
adresse du siège social de la société
adresse du domicile élu
Affiliée à la C.N.S.S. sous le n°(2) et (3) Inscrite au registre du commerce (Localité)
sous le n° (2) et (3) n° de patente (2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

- Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.
- Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations.
- Remets, revêtu de ma signature un bordereau de prix et un détail estimatif établie conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant hors T.V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA (20%).....(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A:.....(en lettres et en chiffres)
- Montant T.V.A. comprise (en lettres et en chiffres)

L'Agence du Bassin Hydraulique du Tensift se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, Bancaire ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous le relevé d'identification bancaire le (RIB)numéro

Fait à Le
(Signature et cachet du concurrent)



- (1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 1 – mettre : « Nous, soussignés.....nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 2- ajouter l'alinéa suivant : « désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement »
 (2) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou organisme professionnel qualifié.
 (3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE (2) MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

MODELE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°.....

**Objet de l'AO : NETTOYAGE DES LOCAUX ADMINISTRATIFS DU SIEGE ET PARC DE
L'AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT**

A- Pour les personnes physiques

Je soussigné,.....(prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
 Adresse du domicile élu : Affilié à la CNSS sous le n° :.....Inscrit au Registre de Commerce
 de.....(Localité) sous le N°.....N° de patente.....

Tél.....Fax..... Adresse électronique.....

B- Pour les personnes morales

Je soussigné,.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte deraison
 sociale.....forme juridique.....au capital deadresse du domicile élu.....affilié à la CNSS sous le
 n°.....(ou autre) le numéro de la taxe professionnelle..... Inscrit au registre du commerce n° de patente

n° du compte bancaire

Tél.....Fax..... Adresse électronique.....

DECLARE SUR L'HONNEUR

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.
- 2- que je remplis les conditions prévues à l'article 24 du décret n°02-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- 3- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché; et m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret précité.
- 4- que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, **ou (que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mes activités)**
- 5- m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée des promesses des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché et son exécution ;
- 7- que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt, tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 ;
- 8- certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 9- avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12-349.



Fait àle.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

